

Annexe 12L bis - Catalogue
de services - Mise à disposition des
installations de génie civil en location
- v21.01



Société Publique Locale « NOUVELLE-AQUITAINE THD »

SA au capital de 15 600 000 euros

Siège social Nouvelle-Aquitaine THD 5 place Jean Jaurès, 33 000 Bordeaux RCS Bordeaux : 810 704 320



Entre

.....,
société au capital social de euros,
immatriculée au Registre du Commerce et Sociétés de, sous
le numéro, ayant son siège social au
.....,
représentée par, dûment habilité(e) aux
fins des présentes,

et

NATHD,
société publique locale au capital social de 5 100 000 Euros, immatriculée au RCS de Bordeaux sous le numéro
810 704 320, dont le siège social est situé 5 place Jean-Jaurès 33000 Bordeaux, représentée par Monsieur Gabriel
GOUDY, son Directeur Général, dûment habilité aux présentes, au nom et pour le compte de la Nouvelle Aquitaine
THD,

1 DEFINITIONS

En complément des définitions des Conditions Générales, les termes suivants, utilisés dans les présentes Conditions Particulières, auront la signification qui suit :

Alvéole : désigne tout tuyau ou toute conduite souterraine d'un Tronçon ou d'une adduction d'immeuble, permettant la pose de tubes ou de Câbles de fibres optiques ;

Appui Aérien : désigne un poteau ou un potelet, exploité par le Fournisseur. Les poteaux sont en bois ou en métal. Les potelets sont installés sur une façade d'un immeuble bâti ;

Artère Aérienne : désigne la partie non souterraine des Installations du Réseau exploitées par le Fournisseur qui occupent ou surplombent le domaine public ou privé. Ces Installations sont constituées des traverses et des Appuis Aériens ;

Câble : désigne tout support de transmission optique, permettant le transport des signaux de communications électroniques ;

Chambre : désigne tout type d'Infrastructure de génie civil souterrain destinée soit aux boîtiers de raccordement, soit au tirage des Câbles à fibres optiques ou Fourreaux, dont l'usage est partagé entre plusieurs opérateurs.

Commande : désigne une demande adressée par le Client au Fournisseur relative à l'exécution de Prestations décrites dans les présentes Conditions Particulières ;

Conditions Particulières : désigne le présent document et ses Annexes ;

Contrat : désigne l'ensemble des documents contractuels listés à l'Article 3 et liant les Parties relativement à la fourniture du Service ;

Equipement : désigne un Câble ou un boîtier de protection d'épissures appartenant au Client et déployé par le Client permettant le transport des signaux de communications électroniques ;

Fournisseur : désigne NATHD ;

Fourreau : désigne toute Alvéole ou tout tube vide, souterrain ou occupant un ouvrage, dont la section permet d'accueillir un ou plusieurs Câbles de communication électronique ou optique ;

Heure Ouvrable : désigne la période de 8h à 18h les Jours Ouvrables.

Heure Ouvrée : désigne la période de 8h à 18h les Jours Ouvrés.

Incident : désigne tout événement entraînant la destruction partielle ou totale des Installations ;

Installation / Infrastructure : désignent les Fourreaux, Chambres et Appuis Aériens mis à disposition du Client par le Fournisseur et dont les plans sont fournis ;

Jour Ouvrable : désigne tout jour à l'exception du dimanche ou de tout autre jour férié en France ;

Jour Ouvré : désigne tout jour à l'exception du samedi et du dimanche et de tout autre jour férié en France ;

Liaison de collecte : désigne un Parcours dont l'une des deux extrémités est un NRO du Fournisseur ;

Maintenance Curative : désigne l'ensemble des opérations d'entretien effectuées suite à des Incidents affectant l'utilisation du Service ;

Maintenance Préventive : désigne l'ensemble des opérations d'entretiens effectuées en préventions d'Incidents pouvant affecter l'utilisation du Service ;

Mètre Linéaire ou « ml » : désigne l'unité de mesure d'un linéaire en mètres ;

Parcours : désigne un ensemble continu de Tronçons, délimité par deux extrémités ;

Points de Livraison : désigne les points d'extrémité des Parcours définis en annexe ;

Réparation : désigne toute solution permettant la reprise permanente ou temporaire de l'exploitation du Service par le Client ;

Réparation Permanente : désigne une Réparation permettant la reprise permanente de l'exploitation du Service par le Client ;

Réparation Temporaire : désigne une Réparation permettant la reprise temporaire du Service en attendant une Réparation Permanente ;

Réseau : désigne l'ensemble des Infrastructures de communications électroniques exploité par le Fournisseur ;

Service ou Prestation : désigne l'accès aux Installations par le Fournisseur au Client au titre des présentes Conditions Particulières ;

Spécifications ou STAS : désigne les Spécifications Techniques d'Accès au Service figurant en Annexe 2, qui précise (i) les modalités techniques à mettre en œuvre par le Client pour procéder à la pose de Câbles Optiques dans les Fourreaux et les Chambres ou sur les Artères Aériennes exploitées par le Fournisseur, (ii) les modalités techniques à mettre en œuvre pour le raccordement des Chambres satellites ou Chambres sans fond du Client au Réseau, (iii) les dispositions constructives et les matériels à utiliser ;

Travaux Programmés : désigne tout Travaux de Réparation ou de modification dont l'intervention est notifiée à l'avance, respectant un préavis précisé dans les présentes Conditions Particulières ;

Travaux de Réparation : désigne tout Travaux ayant pour vocation la Réparation de tout ou partie du Tronçon concerné par la Commande ;

Tronçon : désigne la partie du Réseau sur laquelle les Installations sont mises à disposition du Client, et appartenant à un Parcours.

Les différents termes définis ci-dessus seront utilisés avec une majuscule dans l'ensemble du texte des présentes Conditions Particulières et de ses Annexes.

2 OBJET

Les présentes Conditions Particulières ont pour objet de définir les conditions techniques et financières du Service par lesquelles le Fournisseur :

- fournit au Client un droit de passage pour un Câble de communication électronique sur un Parcours ; et
- délivre une Prestation de maintenance de ses Infrastructures.

3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont constitués :

1. Des Commandes passées conformément aux modalités définies entre les Parties ;
2. Des présentes Conditions Particulières et leurs Annexes :
 - Annexe 1 : Conditions tarifaires de mise à disposition des Infrastructures
 - Annexe 2 : Spécifications Techniques d'Accès au Service
 - Annexe 3 : Bon de Commande
 - Annexe 4 : Pénalités
 - Annexe 5 : Plan de prévention
3. Des Conditions Générales et de leurs Annexes ;
4. Les Annexes des Conditions Particulières modifiables unilatéralement.

Les documents contractuels ci-dessus prévalent les uns sur les autres selon l'ordre dans lequel ils sont cités.

L'ensemble de ces documents, à l'exception des Commandes, est remis au Client lors de la signature des Conditions Particulières.

4 DESCRIPTION DU SERVICE

4.1 Caractéristiques du Service

Le Service consiste à fournir un droit de passage pour un Câble de communication électronique sur un Parcours.

La maintenance du Parcours est réalisée par le Fournisseur au niveau d'engagement de Service décrit à l'Article 6.

Sur demande du Client par voie électronique, le Fournisseur remettra au Client les plans des Infrastructures d'accueil de génie civil de ces Réseaux sous forme de "Shapes" informatiques. Le Fournisseur pourra renvoyer une mise à jour de ces « Shapes » sur demande du Client, dans la limite d'un envoi annuel.

Le déploiement des Equipements du Client est réalisé à ses frais exclusifs. De plus, après avoir obtenu l'accord préalable et exprès du Fournisseur pour réaliser d'éventuels Travaux d'adaptation des Installations, le Client réalise lesdits Travaux à ses frais exclusifs et sous sa seule responsabilité. Aucune intervention ne pourra être réalisée ni entreprise à défaut d'accord exprès et préalable du Fournisseur concernant les Travaux susvisés.

La tarification du Service est décrite en Annexe 1.

4.2 Durée du Service

Le Service est établi pour une période initiale d'un (1) an, correspondant à un engagement ferme, à compter de la réception de la notification de validation du Dossier des Ouvrages Exécutés « DOE », tel que décrit dans l'Annexe 2. La durée de l'engagement ferme peut être rallongée par le Client dans sa Commande par une modification de la période initiale, dans la limite de la date de fin de la délégation de service public du Fournisseur.

A l'issue de cette période initiale, les Commandes sont renouvelées par tacite reconduction pour une période indéterminée, dans la limite de la date de fin de la délégation de service public du Fournisseur.

Sauf stipulation indiquant une période d'engagement ferme dans la Commande, les Parties auront la faculté de dénoncer les Commandes avec un préavis de six (6) mois par lettre recommandée avec accusé de réception faisant expressément référence à cette faculté.

4.3 Engagements du Fournisseur

Le Fournisseur s'engage à fournir les Prestations conformément aux engagements de Service décrits dans le présent Contrat et en particulier son Article 6, ainsi que des normes applicables, et des conventions de délégations de service public.

Le Fournisseur est tenu à une obligation de moyens renforcée.

Le Fournisseur peut à tout moment, modifier les Prestations en vue de respecter les obligations mises à sa charge dans le cadre d'un contrat de délégation de service public et nécessitées par les besoins du service public.

4.4 Engagements du Client

Le Client s'engage à utiliser les Installations en préservant et facilitant l'accès et l'utilisation à tous les Fourreaux et/ou Artères Aériennes du même cheminement, y compris celui qu'il utilise, et Chambres situés à proximité de celles-ci, en particulier aux Chambres techniques et de tirage qui sont partagées avec le Fournisseur ou d'autres opérateurs dans le respect des Spécifications figurant en Annexe 2 des présentes Conditions Particulières.

La Commande d'une Installation se fera manuellement, via l'extranet mis à disposition du Client par le Fournisseur ou par Commande électronique envoyée par mail au Fournisseur, selon le processus décrit en Annexe 2 des présentes Conditions Particulières.

Les Equipements du Réseau de communications électroniques déployés par le Client dans le cadre des présentes Conditions Particulières sont sa propriété. Au regard de l'article L. 47 du Code des postes et communications électroniques invitant à une utilisation partagée des Installations existantes, et considérant, par ailleurs, les contraintes de place limitée sur les appuis et d'esthétique, le Client fera le nécessaire pour donner droit aux demandes raisonnables d'accès aux Equipements d'accueil (hors coffrets), tels que les traverses et gaines de protection verticales, qu'il a mis en place. L'accès doit se faire dans des conditions équilibrées, transparentes et non discriminatoires.

Le Client signataire des présentes Conditions Particulières notifiera à tout autre opérateur souhaitant utiliser ses Equipements d'accueil, les modalités techniques définies par les présentes Conditions Particulières. Il communique par écrit dans les meilleurs délais, au Fournisseur, l'identité de ces opérateurs tiers souhaitant utiliser les Equipements d'accueil et le calendrier de déploiement et de mise en service souhaité. L'intervention de sous-traitants ou de clients du Client se fait toujours sous la responsabilité de ce dernier.

5 MODALITES OPERATIONNELLES

5.1 Conditions de déploiement des Equipements par le Client

5.1.1 Dispositions générales

Le Client procédera à la pose, à l'installation technique et éventuellement à la dépose de ses Equipements dans le respect des normes techniques et des règles de l'art telles que décrites dans les Spécifications en Annexe 2 des présentes Conditions Particulières.

Le choix de la méthode de pose des Câbles (tirage, portage, soufflage) dépendra du type de Câble et de Fourreau utilisé.

5.1.2 Dispositions liées à la sécurité

Le Client doit avoir pris connaissance des règles, contraintes et risques encourus lors des Travaux, notamment le Plan de Prévention en Annexe 5 et les réglementations relevant du Code du travail, en particulier des risques liés aux interventions sur les lignes aériennes : Travaux en hauteur, voisinages de Réseaux électriques notamment.

Le Client est garant de la vérification des compétences requises pour son personnel propre et pour ses sous-traitants. Tous les intervenants du Client, y compris ses sous-traitants, devront disposer de toutes les habilitations électriques et Travaux en hauteur pour toute intervention sur des infrastructures aériennes, ainsi que de toutes les compétences nécessaires.

Le Client, ainsi que l'ensemble des sous-traitants et/ou clients susceptibles d'intervenir sur les Installations et/ou sur les Equipements, devront, préalablement à toute intervention, signer un Plan de prévention avec le Fournisseur.

Toute intervention sur les Appuis Aériens doit être réalisée avec une nacelle, et faire suite à un test de solidité des Appuis Aériens tel que décrit en Annexe 2 des présentes Conditions Particulières.

Le Client devra respecter et faire respecter scrupuleusement les consignes de sécurité pour les riverains, les usagers, son personnel et ses sous-traitants. En cas de sinistre, le Client assurera financièrement, juridiquement et opérationnellement l'ensemble des conséquences qui en découlent.

5.1.3 Etat des Infrastructures

Le Client doit pour chaque Appui Aérien situé sur le Tronçon qu'il souhaite mobiliser s'assurer qu'il répond aux normes de sécurité, et que son utilisation est conforme aux règles d'ingénierie décrites en Annexe 2 des présentes Conditions Particulières. Il doit donc pour cela :

- Vérifier l'état du poteau conformément à la procédure décrite en Annexe 2 des présentes Conditions Particulières,
- Vérifier que les règles de voisinage avec les Réseaux d'énergie sont respectées,
- Apprécier la verticalité ou le flambement des poteaux.

Une fois ces vérifications effectuées, le Client doit procéder à un calcul de charge pour chaque Appui Aérien sur lequel il envisage de déployer un Câble et le soumettre à la validation du Fournisseur. Le Client s'assure sous sa seule et entière responsabilité que l'état du potelet et son ancrage permettent la pose d'un Câble supplémentaire.

Dans le cas où le Client constate l'indisponibilité d'une Infrastructure, le Fournisseur assurera les Travaux de Réparation dans les Temps de Réparation décrits à l'Article 6.2 du présent Contrat. A compter de la constatation par le Client de l'indisponibilité de l'Infrastructure, ce dernier a la possibilité d'annuler la Commande du Tronçon concerné sous quinze (15) Jours Ouvrés. Passé ce délai, le Client ne peut résilier une Commande que dans les conditions prévues par l'Article 15 « Résiliation » des Conditions Générales.

5.2 Conditions générales d'exploitation

Le Client exploitera librement les Equipements déployés, conformément à la réglementation en vigueur et aux stipulations des présentes Conditions Particulières en Article 2.

Le Fournisseur, autorise expressément le Client à procéder, à ses frais, à tous travaux d'interconnexion de ses Fourreaux aux Points de Livraison et notamment au point d'interconnexion entre les Réseaux du Fournisseur et du Client dans le respect des Spécifications Techniques d'Accès au Service figurant en Annexe 2 des présentes Conditions Particulières.

Le Client s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux Infrastructures mises à disposition en application des présentes Conditions Particulières, et plus généralement aux Installations du Fournisseur.

6 NIVEAU D'ENGAGEMENT DE SERVICE

6.1 Dispositions générales liées à la maintenance

La Réparation des Câbles et des boîtiers de protection d'épissures posés par le Client reste à la charge du Client.

L'accès aux Installations mises à disposition peut s'avérer temporairement impossible, soit pour des raisons d'exploitation ou de Travaux, soit pour des raisons climatiques et de sécurité. Le Fournisseur s'engage à faire ses meilleurs efforts pour informer le Client au moins cinq (5) Jours Ouvrés avant toute impossibilité d'accès aux Installations.

Le Client n'aura droit à aucune indemnisation en cas de non-accès temporaire aux Installations.

6.2 Temps de Réparation

Dans le cas d'un Incident sur une Installation hors Appuis Aériens, le Fournisseur s'engage à corriger les Incidents dans les Temps de Réparation courants à compter de la déclaration d'un l'Incident (ouverture de Ticket d'Incident = T0).

Les éventuels retards dus (i) aux délais d'obtention des permissions de voirie délivrés par le gestionnaire de domaine (15 Jours Ouvrés en moyenne) et (ii) les délais relatifs aux contraintes imposés par le gestionnaire de domaine ci-après ne sont pas compris dans les Temps de Réparation.

Le délai global de Réparation d'un Incident (T1) correspond ainsi à : T0 + Délai d'obtention de permission de voirie + 48 Heures Ouvrées

Le Temps de Réparation courra durant les Heures Ouvrables à compter de la première heure suivant la déclaration de l'Incident par le Client sous réserve que les modalités de l'Article ci-dessus aient été respectées, et jusqu'à ce que l'Incident soit réparé ou que la notification de Réparation soit délivrée.

Dans le cas d'un Incident sur Appuis Aériens, le Fournisseur assurera les Travaux de Réparation dans un délai de trois (3) mois, à partir de la déclaration de l'Incident (ouverture de Ticket d'Incident).

Dans le cas où un Fourreau ou un Appui Aérien serait disponible, il pourrait être mis à disposition du Client le temps de l'intervention.

Le Client sera en droit de déclarer l'inobservation des délais de Maintenance Curative à la direction du Fournisseur selon la procédure d'escalade indiquée ci-après. Les responsables seront contactés par le Centre d'assistance téléphonique Client sur demande du Client.

Incident / Temps passé*	
Délai	Responsable contacté
1 jour	Responsable Support
1 semaine	Chef de projet
2 semaines	Directeur Général

* à compter de T1 comme indiqué plus haut.

6.3 Modalités d'assistance dans le cadre de la Maintenance Curative

Les Services de Maintenance Curative sont de la responsabilité du Fournisseur. Ils sont conditionnés par les contraintes imposées par les gestionnaires de domaines, le cas échéant.

La Maintenance Curative comprend toutes les Réparations (qui ne sont pas des opérations de Maintenance Préventive) ayant pour but de rétablir la disponibilité des Installations à la suite d'un Incident (effondrement de tranchée, tampon de Chambre cassé ...) détecté au cours de la Maintenance Préventive ou notifié par le Client.

Le Client déclarera les Incidents par ticket d'Incident via le support du Fournisseur. Si besoin, le Client déclarera les Incidents au centre d'exploitation par téléphone. Ces Services sont disponibles 24 heures par jour, 7 jours sur 7. Dès réception de la déclaration d'Incident, le Fournisseur ouvrira un ticket d'Incident dont il indiquera le numéro de référence au Client. Sous réserve d'un niveau d'information de la part du Client jugé acceptable par le Fournisseur, l'horaire mentionné sur le ticket constituera le point de départ du calcul des Temps de Réparation. Dans le cas contraire, le Fournisseur se rapprochera du Client afin de recueillir les informations nécessaires. Le calcul des Temps de Réparation sera initié quand le Fournisseur jugera suffisant le niveau d'information.

Après déclaration d'un Incident, le Fournisseur contactera le responsable maintenance locale qui planifiera puis coordonnera les Travaux de Réparation.

Le Client fournira toutes les informations demandées par le Fournisseur afin de localiser et de corriger l'Incident. Ces informations comprendront, sans que cela ne soit limitatif, une définition de l'Incident, son emplacement, les sections, références et nombres précis des Services touchées, ou autres moyens similaires d'identification de ces éléments et tous résultats disponibles des mesures effectuées.

Dès notification d'un Incident par le centre d'exploitation Client ou constatation au cours de la Maintenance Préventive, le Fournisseur mettra les moyens nécessaires en place afin de :

- (i) Localiser l'Incident aussi précisément que possible,
- (ii) Faire la liaison avec les propriétaires des droits de passage et/ou les autorités locales afin d'obtenir l'accès à l'Infrastructure,
- (iii) Exécuter des Réparations Temporaires ou Permanentes,
- (iv) Documenter les modifications et les transmettre au Centre d'assistance téléphonique Client,
- (v) Emettre la Notification de Réparation correspondante.

L'objectif des opérations de Réparation est de remettre les Installations dans l'état où elles se trouvaient avant l'Incident.

Le Fournisseur s'engage à une continuité d'intervention jusqu'à la Réparation définitive des Installations.

Chaque intervention de Maintenance Curative fera l'objet d'un compte rendu d'intervention, indiquant en détail la référence de l'Incident, la date et l'heure de déclaration de l'Incident, la date et l'heure des Réparations, et les mesures prises par le Fournisseur. Ce rapport sera envoyé par le Fournisseur au Client sur demande de celui-ci au plus tard cinq (5) Jours Ouvrés après la Réparation d'un Incident, le Fournisseur émettra à destination du Client un rapport indiquant en détail :

- la référence de l'Incident,
- la date et l'heure de déclaration de l'Incident,
- la nature de l'Incident

- la date et l'heure de Réparation et,
- les mesures d'intervention prises pour son traitement.

En cas de signalisation transmise à tort, les déplacements techniciens seront facturés selon les modalités tarifaires indiquées en Annexe 1.

6.4 Travaux Programmés

Lorsque le Fournisseur prévoit des Travaux Programmés, il en informera le Client comme suit :

- (i) Pour les Travaux Programmés sans effet significatif sur le Service délivré au Client, le Fournisseur adressera une notification au Client dix (10) Jours Ouvrés à l'avance, sauf en cas d'impossibilité. De tels Travaux Programmés seront exécutés durant les Heures Ouvrables.
- (ii) Pour les Travaux Programmés qui auront un effet significatif sur le Service délivré au Client, le Fournisseur adressera une notification au Client un (1) mois à l'avance. De tels Travaux Programmés seront réalisés en étroite coordination entre les Parties en tenant compte des contraintes imposées par le gestionnaire de domaine. Le Fournisseur ne facturera pas au Client les Tronçons concernés sur toute la durée des Travaux Programmés.

7 OPERATIONS DE VIE DU RESEAU

7.1 Dévoisement

Le Fournisseur devra informer le Client de l'opération de dévoisement à venir dans un délai maximum de quinze (15) Jours Ouvrés, dès lors que le Fournisseur en a été lui-même informé par le gestionnaire du domaine public. Dans tous les cas, le Fournisseur fera ses meilleurs efforts pour informer le Client avec un délai minimum de prévenance de trois (3) mois avant une opération de dévoisement.

En cas de dévoisement de Réseaux imposé au Fournisseur, les Parties conviennent de se rapprocher avant la prise de Commande afin d'examiner les modifications du tracé des Tronçons et évaluer les conditions techniques et calendaires de mise en œuvre. Le cas échéant, le Client pourra émettre des observations sur les modifications avant et après leur réalisation. Le Fournisseur fait ses meilleurs efforts pour intégrer les observations du Client. Le Fournisseur prendra à sa charge les frais associés au dévoisement des Installations. Le Client prendra à sa charge les incidences, notamment du dévoisement de ses Equipements.

Le Client ne pourra prétendre à aucune indemnisation du fait d'un dévoisement de Réseaux entraînant une modification du tracé des Tronçons. Le Fournisseur ne facturera pas au Client les Tronçons concernés sur toute la durée des Travaux.

7.2 Enfouissement

Le gestionnaire de domaine sur lequel est implanté le Réseau peut être amené à exiger un enfouissement des Réseaux, notamment en fonction de ses propres souhaits d'aménagement du domaine concerné. Le Fournisseur fera ses meilleurs efforts pour informer le Client avec un délai de prévenance de cinq (5) mois avant une opération d'enfouissement.

Le cas échéant, le Client devra supporter le transfert de son Câble positionné sur les Appuis Aériens dans les nouvelles Installations de génie civil réalisées.

L'usage des nouveaux Fourreaux par le Client sera déterminé en fonction du propriétaire desdits Fourreaux. En particulier, si ces nouveaux Fourreaux ne sont pas exploités par le Fournisseur, il appartiendra au Client de déterminer avec le propriétaire de ces nouveaux Fourreaux le tarif de location des Fourreaux, ainsi que leurs conditions d'utilisations.

8 PASSATION DES COMMANDES

Conformément au processus décrit en Annexe 2, une étude préalable est à mener avant toute passation de Commande.

Le Client passe une Commande à chaque fois qu'il souhaite bénéficier d'un Parcours pour un Câble. La procédure de passation des Commandes est définie dans l'Annexe 1a de l'Annexe 2 des présentes Conditions Particulières.

La Commande d'une Installation se fera manuellement, via l'extranet mis à disposition du Client par le Fournisseur ou par bon de Commande électronique envoyé par mail au Fournisseur.

Préalablement à toute passation de Commande effective, le Fournisseur contrôlera la conformité de la Commande.

Dans l'hypothèse de la validation par le Fournisseur de l'étude de faisabilité effectuée par le Client, toute Commande émise conformément aux Conditions Particulières ne pourra être refusée par le Fournisseur.

9 MODALITES FINANCIERES

9.1 Tarifs

En contrepartie de l'utilisation de ces Tronçons, le Client s'acquittera des montants précisés en Annexe 1 des présentes Conditions Particulières.

9.2 Evolution des tarifs

9.2.1 Cas général

En cas de modification des annexes des présentes Conditions Particulières par le Fournisseur, le Fournisseur adressera une notification au Client :

Sous réserve d'un préavis de 3 mois pour :

- toute modification à la hausse des tarifs de l'Annexe 1 ou de l'Annexe 4 sans modification de la structure tarifaire ou des pénalités

Sous réserve d'un préavis d'un (1) mois pour :

- toute modification à la baisse des tarifs de l'Annexe 1 sans modification de la structure tarifaire ou des pénalités
- toute modification de l'Annexe 3
- toute modification de l'Annexe 2

En cas de modification substantielle portant préjudice au Client, ce dernier peut émettre un refus motivé de ladite modification du Service dans un délai de trente (30) jours calendaires suivant la réception de la notification du Fournisseur relative à la modification en cause.

Si le Client émet un tel refus, chaque Partie peut, sous réserve d'un préavis d'un (1) mois à compter du refus du Client, résilier les Commandes en cours sans pénalités. Dans ce cas, le Client ne peut pas passer de nouvelles Commandes. Le Fournisseur s'engage par ailleurs à ne pas appliquer ces évolutions aux liens en Service du Client, a minima jusqu'à la fin de la période d'engagement initiale de ces derniers.

Si le Client n'émet pas un tel refus, ce dernier est réputé avoir accepté la(es) modification(s) notifiée(s) par le Fournisseur, qui s'appliquent aux Commandes en cours et aux Commandes futures.

Il est précisé que, par exception à l'Article 18 des Conditions Générales, toutes les communications entre les Parties au titre du présent Article (préavis, refus, acceptation) doivent prendre une forme écrite et intervenir par tout moyen permettant d'attester d'une date certaine (lettre recommandée avec accusé de réception, courrier électronique etc.).

9.2.2 Cas particulier de l'indexation

Le tarif de la composante maintenance décrit en Annexe 1 peut être réévalué annuellement dans la limite de 75% de la dernière variation annuelle de l'indice du coût du travail – Salaires et Charges – Information, Communication – NAF rév. 2 section J – Base 100 en 2016 (identifiant 010599844) ou tout indice de substitution mis en place par l'INSEE. Le délai de prévenance pour l'indexation du tarif de la composante maintenance est de (3) mois par voie de notification écrite par le Fournisseur au Client.

Dans l'hypothèse où l'un des indices de référence mentionnés au présent Article disparaît et n'est pas remplacé par un indice de substitution, les Parties conviennent de se rencontrer pour définir une nouvelle modalité d'indexation sur l'élément concerné.

Il est entendu entre les Parties que toute évolution des prix induite par une indexation du tarif de la composante maintenance telle que décrite dans cet Article ne pourront donner lieu à résiliation des Prestations.

9.3 Factures – Termes de paiement

Les factures sont émises directement par le Fournisseur. Le paiement de la location et de la Maintenance est exigible mensuellement à compter de la date de validation du DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés, aussi appelé dossier de fin de travaux) par le Fournisseur.

Ces Prestations sont payables terme à échoir couvrant les sommes dues pour l'ensemble de la Commande en cours. La première facture recouvrira les sommes dues durant la période écoulée entre la date d'activation des dites Commandes et la date de première facturation.

Aucun escompte ne sera accordé en cas de paiement anticipé.

9.4 Suspension – résiliation des Services

Suite à une résiliation des Commandes dans les conditions de l'Article 15 des Conditions Générales, le Client s'engage à libérer les Installations et à déposer, à ses frais exclusifs, ses Equipements dans un délai de 69 (soixante-neuf) Jours Ouvrés courants à compter soit de la date de l'accusé de réception de la demande de résiliation, soit de la notification par le Fournisseur lorsque cette dernière est à l'origine de la résiliation, sauf cas de difficultés exceptionnelles dûment justifiées. Le Fournisseur se réserve le droit de contrôler les déposes des Equipements du Parcours dont la résiliation a été demandée. L'arrêt de la facturation de l'abonnement intervient à compter de l'acceptation du DOE par le Fournisseur.

Si passé le délai de 69 (soixante-neuf) Jours Ouvrés, les Infrastructures du Client ne sont pas déposées, le Fournisseur procédera à la dépose des Infrastructures pour le compte du Client. Une fois les Equipements effectivement déposés, le Fournisseur adressera la facture des Travaux de dépose au Client majorée de 10% qui dispose de 30 (trente) jours calendaires pour procéder au paiement.

10 CESSON OU FIN DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

SANS PREJUDICE DES CAS DE RESILIATION PREVUS A L'ARTICLE 15 DES CONDITIONS GENERALES, En cas de fin normale ou anticipée de la délégation de service public ou en cas de cession ou transfert du Réseau FTTH à l'initiative de la Collectivité Locale Délégante, le Fournisseur s'engage à informer le Client sans délai. La Collectivité Locale Délégante ou son nouveau délégataire, ou en cas de cession du Réseau FTTH le cessionnaire, pourront :

- a) Soit reprendre le Contrat et les Commandes en cours associées, ce que le Client accepte d'ores et déjà ;
- b) Soit proposer un nouveau contrat de service, en tenant compte des contraintes techniques liées à la migration éventuelle des Services du Client ;
- c) Soit fixer des conditions de fermeture du Service en tenant compte des contraintes techniques liées à la migration éventuelle des Services du Client vers les offres disponibles sur le marché, ce que le Client accepte d'ores et déjà expressément.

En application du principe de continuité du service public, les Commandes seront maintenues pendant une durée permettant de garantir un délai de migration raisonnable au Client.

11 PENALITES

Chaque Partie se réserve le droit de procéder, à tout moment, à des contrôles sur chantier et/ou à des sondages visant à vérifier le respect par l'autre Partie, et/ou ses entreprises sous-traitantes et/ou ses clients de l'ensemble des obligations prévues aux présentes Conditions Particulières.

Les pénalités ne sont pas dues lorsque ce non-respect résulte notamment :

- D'un cas de force majeure,
- Du fait d'un tiers,

- Du fait de l'autre Partie.

Les anomalies constatées sont classées en trois catégories : les anomalies majeures, les anomalies d'occupation et les anomalies mineures. Ces anomalies peuvent être sanctionnées par la suspension du chantier et le paiement de pénalités par le Client au Fournisseur.

Le Fournisseur peut également être sanctionné par le paiement de pénalités au Client.
Les pénalités ne sont pas libératoires.

11.1 Définition des anomalies

11.1.1 Anomalie majeure

Une anomalie majeure correspond :

- au non-respect des obligations de l'une des Parties en matière de sécurité des personnes notamment le non-respect du plan de prévention,
- à l'atteinte au bon fonctionnement des Réseaux ou Equipements,
- à toute absence de prévention susceptible de causer des dégâts aux ouvrages, aux Câbles et aux Equipements,
- au non-respect des règles d'ingénieries, comme par exemple le percement de grand pied droit.

11.1.2 Anomalie d'occupation

Une anomalie d'occupation correspond au non-respect du Client de l'autorisation préalable de réalisation des Travaux dans les Installations du Fournisseur ou à l'absence de Commande, alors que le Client a déployé ses Câbles dans les Installations du Fournisseur.

11.1.3 Anomalie mineure

Une anomalie mineure correspond au non-respect d'une obligation incombant à l'une des Parties en application des présentes Conditions Particulières et qui n'est ni une anomalie majeure, ni une anomalie d'occupation.

11.2 Conséquence d'une anomalie

11.2.1 Conséquence d'une anomalie majeure

En cas d'anomalie majeure constatée par l'une des Parties, les études et/ou les Travaux sont, sur demande écrite ou orale de la Partie ayant constaté l'anomalie, ou de son représentant, immédiatement interrompus sur le territoire de la zone de Commande de la déclaration d'études et/ou de Travaux concernée.

La Partie concernée répare les dégâts éventuels et prend en charge toutes les mesures nécessaires afin de se mettre en conformité avec les présentes Conditions Particulières, sans préjudice de tous dommages et intérêts que l'autre Partie se réserve le droit de réclamer. Le chantier ne peut se poursuivre sans l'autorisation expresse du Fournisseur.

Le Fournisseur se réserve par ailleurs le droit de suspendre la fourniture des Prestations sur le territoire de la zone de Commande dans les conditions définies à l'Article 11.3 des présentes Conditions Particulières.

11.2.2 Constat d'anomalie

La Partie concernée peut notifier par écrit les anomalies constatées à l'autre Partie, notamment afin de prendre en compte un caractère d'urgence. Un constat écrit sera transmis. Lorsque l'autre Partie ou ses sous-traitants éventuels et/ou ses clients est présente lors du constat, les manquements sont consignés dans un procès-verbal établi contradictoirement. Le constat pourra faire l'objet d'une demande par la Partie concernée du versement d'une pénalité par l'autre Partie dont les montants et modalités d'application sont définis dans l'Annexe 4 des présentes Conditions Particulières.

Lorsque cela est nécessaire, le Client peut être contraint d'aller jusqu'à la dépose de Câble en cas de non-respect des règles d'ingénierie pour faire cesser l'anomalie.

Les anomalies concernées par l'application d'un forfait par Dossier des Ouvrages Exécutés sont :

- Dossier des Ouvrages Exécutés incomplet ou non conforme,
- Non-respect des processus.

Les anomalies concernées par l'application d'un forfait pour chaque défaut constaté, sans limitation, sont :

- Non-respect des règles d'ingénierie dans le Dossier des Ouvrages Exécutés,
- Anomalie au Dossier des Ouvrages Exécutés constatée lors d'un contrôle terrain : non-respect des règles d'ingénierie ou manquement à la sécurité par exemple. Dans ce cas, la mise en conformité peut aller jusqu'à la dépose de Câble.

L'anomalie concernée par l'application d'une pénalité journalière est la non-fourniture du Dossier des Ouvrages Exécutés.

La pénalité forfaitaire est due à compter du jour où l'anomalie a été dûment constatée jusqu'au jour où le Fournisseur reçoit un dossier correctif pour l'anomalie constatée jugé conforme par le Fournisseur.

La pénalité journalière est due à compter de 45 Jours Ouvrés après la date maximale autorisée pour les Travaux, jusqu'au jour où le Fournisseur reçoit le Dossier des Ouvrages Exécutés.

Dans le cas particulier des anomalies d'occupation, la pénalité valant indemnité d'occupation sans droit ni titre, est composée d'un forfait et d'un montant journalier par Tronçon. Elle est due à compter du jour où l'anomalie a été dûment constatée jusqu'au jour où le Fournisseur reçoit un dossier correctif pour l'anomalie constatée, c'est-à-dire jusqu'à la validation par le Fournisseur d'une Commande sur l'ensemble de la zone concernée où l'anomalie a été constatée.

Le Client peut être contraint d'aller jusqu'à la dépose de Câble pour faire cesser l'anomalie.

11.3 Constatation de manquements spécifiques

S'il est constaté :

- L'existence d'une atteinte ou d'un dommage causé aux Installations du Fournisseur ou d'opérateurs tiers présents dans les Installations du Fournisseur, aux Equipements du Client, ou des Travaux qui auraient été réalisés dans les conditions sanctionnées ci-dessus, ou
- Toute perturbation du fonctionnement des Réseaux ou des Equipements en place due à un non-respect des présentes Conditions Particulières ou l'absence d'autorisation de toute autorité et du Fournisseur relative à la présence et à l'implantation des Infrastructures ou Equipements, au percement de Chambres, ou à la dépose de Câbles appartenant au Fournisseur ou au Client,

L'autre Partie aura l'obligation, après qu'elle en aura reçu la demande par lettre recommandée avec avis de réception :

- De réparer à ses frais les dommages occasionnés et de remettre en leur état initial les Installations ou Equipements affectés,
- De déposer les Infrastructures ou tout élément de son Réseau indûment déployés étant entendu qu'à défaut de dépose sans délai, le Fournisseur se réserve la possibilité de démonter ces Infrastructures et éléments aux frais exclusifs du Client.

Par ailleurs, dans le cas où aucune action de régularisation n'est prise par le Client dans le mois suivant la réception de la lettre recommandée avec avis de réception, le Fournisseur se réserve la possibilité de suspendre toutes les Commandes de Prestations concernées sur la zone de Commande où le manquement spécifique aura été constaté et entraînant de facto la suspension du chantier concerné.

Après envoi par le Client d'une lettre recommandée avec accusé de réception faisant état de la correction des manquements spécifiques et demandant la reprise de ses Travaux de déploiement de ses Infrastructures, le Fournisseur délivre après contrôle une autorisation de reprise des Travaux par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait en deux exemplaires, à _____

Le ____/____/_____,

Pour le **Client**,

NOM, Prénom : _____

Qualité : _____

Pour le **Fournisseur**,